



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Pierre Cotte

18, avenue Maréchal de Lattre de Tassigny
63190 Lezoux

Références : 20241218-RAP-63-0052-PierreCotte-Lezoux
Code AIOT : 0005602539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement Pierre Cotte implanté 18, avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 63190 Lezoux. L'inspection a été annoncée le 25/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'extension de l'atelier de travail du cuir, portée à la connaissance du préfet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pierre Cotte
- 18, avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 63190 Lezoux
- Code AIOT : 0005602539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pierre Cotte Sellier est une entreprise de maroquinerie employant environ 380 personnes sur le site de Lezoux. Elle fabrique notamment des sacs à main en cuir et en tissus.

Le site est composé d'un local de stockage des cuirs (déjà tannés et teintés), de locaux de préparation et de découpe du cuir et des ateliers de confection.

Une extension pour ajouter un atelier de confection a été réalisée portant la puissance totale à 382kW (et non 342kW comme noté dans le précédent rapport d'inspection) pour une autorisation d'environ 330 kW, puis à **394 kW au 19 décembre 2024 ce qui ne constitue pas une modification substantielle et ne remet pas en cause le classement de l'établissement.**

Le présent rapport vaut accusé de réception des éléments de mise à jour de la puissance installée.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site ne relève plus de la rubrique ICPE 1185.

De plus les 8 climatisations indépendantes (type split system) contenant chacune 3,35 kg de R410a ont été démantelées le 9 mars 2024, remplacées par un système de traitement d'air adiabatique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AIR	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5	Sans objet
3	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 6	Sans objet
4	Risque technologique	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7	Sans objet
5	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7	Sans objet
6	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est très bien entretenu. L'extension a été réalisée dans le même schéma que les ateliers existants avec les organes de sécurité nécessaires. Par ailleurs cette extension n'empiète pas sur les voies extérieures d'intervention pour les secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">Les rejets issus des ateliers de façonnage des peaux doivent respecter une concentration instantanée en poussières de 20 mg/Nm³, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les contrôles des poussières sont à réaliser tous les deux ans et les résultats sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

<p>Les rejets issus des installations de combustion doivent respecter en outre la teneur en NO_x en équivalent NO₂ de 150 mg/Nm³, les débits de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo Pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ de 3 %. <p>Les contrôles des NOx sont à réaliser tous les deux ans et les résultats sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des rejets atmosphériques est réalisé à la fréquence requise et les résultats sont conformes aux prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gestion des Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le registre chronologique prévu, sous forme de document papier ou informatique.</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets produits est établi et tenu à jour par l'exploitant, il mentionne notamment le code déchets, l'entreprise de traitement du déchet, la fréquence d'enlèvement...</p> <p>Les déchets sont triés à la source, tout le personnel est impliqué dans le tri.</p> <p>L'aire de stockage-regroupement extérieure est couverte et maintenue propre ; les bacs de regroupement sont bien identifiés et permettent de garantir que les déchets ne soient pas mélangés. Les produits susceptibles d'être dangereux pour l'environnement sont stockés sur rétention dont le volume a été adapté aux quantités stockées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Pour chaque point de mesure, la durée d'enregistrement du bruit sera au minimum de huit heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles des émissions sonores sont effectués aux fréquences requises et les résultats sont conformes aux prescriptions notamment en termes d'émergence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Risque technologique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire - contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'établissement de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des produits susceptibles de nuire à l'environnement. Pour chaque produit, un lien vers la dernière version de la Fiche de Données de Sécurité est disponible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>

Constats : L'installation électrique est vérifiée annuellement par un organisme agréé. Le dernier rapport de contrôle en date des 22 et 23 février 2024 mentionne un défaut sur une prise. Le bon d'intervention de remplacement de la prise a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2012, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 420 m ³ . Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Le rejet de ces eaux au milieu naturel est empêché par fermeture d'une vanne.
Constats : Le bassin de confinement situé le long du parking du personnel est propre et non encombré, la capacité est entièrement disponible en cas d'accident. La vanne d'isolement est manuelle : elle nécessite l'utilisation d'une clé spécifique qui est stockée à proximité immédiate de la vanne en réponse à la remarque de la dernière inspection.
Type de suites proposées : Sans suite